

# **Rapport des commissaires aux comptes** sur l'émission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte du 11 mai 2020  
Résolution n°19

## **Biophytis**

Société Anonyme  
au capital de 7.941.465 €  
14, avenue de l'Opéra  
75001 Paris

## **Grant Thornton**

### **Commissaire aux Comptes**

29, rue du Pont  
92200 Neuilly-sur-Seine

## **Ernst & Young et Autres**

### **Commissaire aux Comptes**

Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La Défense cedex

# Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription

## Biophytis

Assemblée générale mixte du 11 mai 2020

Résolution n°19

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 228-92 et les articles L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au Directeur Général pouvant inclure une faculté pour celui-ci de subdéléguer, de la compétence de décider une émission gratuite, en une ou plusieurs fois, d'un nombre maximal de 4.000.000 de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (les « BSPCE<sub>2020</sub> ») telle que prévue à l'article 163 bis G du code général des impôts, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés, dirigeants soumis au régime fiscal des salariés, membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou, en ce qui concerne les sociétés par actions simplifiées, de tout organe statutaire équivalent, de la Société et/ou de ses filiales (les « Bénéficiaires »), opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal maximal des augmentations du capital pouvant résulter de l'exercice de la totalité des BSPCE<sub>2020</sub> susceptibles d'être émis au titre de la délégation consentie à la présente résolution ne pourra excéder 800.000 euros, soit 4.000.000 actions d'une valeur nominale de 0,20 euro, étant précisé que ce plafond :

- ne s'imputera pas sur le montant du plafond global prévu à la 15<sup>ème</sup> résolution de la présente Assemblée Générale ou toute autre autorisation fixée ultérieurement et ;
- (ii) sera commun aux bons de souscription d'actions ordinaires, options de souscription ou d'achat d'actions et attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre, objet des 18<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> résolutions.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 18 mois à compter de la présente assemblée ou jusqu'à la date à laquelle les conditions prévues à l'article 163 bis G du code général des impôts cesseraient d'être satisfaites, la compétence pour décider de l'émission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux bons à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.


Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 21 avril 2020

Les commissaires aux comptes

**Grant Thornton**  
**Membre français de Grant Thornton**  
**International**



Olivier Bochet  
Associé

**Ernst & Young et Autres**

Frédéric Martineau  
Associé